

ÉDITORIAL

Clamer notre solidarité avec la Palestine

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

AR EN JALOUNIANS UZAS

Les dernières déclarations d'Itamar Ben Gvir sont d'une ignominie sans nom. Le ministre israélien de la Sécurité nationale, figure de l'extrême droite au sein du gouvernement de Benyamin Netanyahu, revendique publiquement la mise à mort quotidienne de dizaines de Palestiniens à Gaza. Il appelle à tuer 30 à 40 personnes chaque nuit et défend dans le même temps l'expulsion des Palestiniens et la colonisation de Gaza.

C'est ce même ministre qui, au printemps dernier, a porté et fait adopter une loi instaurant la peine de mort pour les Palestiniens. Une loi qui marque un nouveau recul de l'État de droit et illustre jusqu'où peut aller l'extrême droite israélienne.

Ces déclarations s'ajoutent à une longue liste d'atrocités subies par le peuple palestinien. En Cisjordanie, les violences des colons, les incursions militaires, les arrestations, les destructions et les expulsions se multiplient. Il s'agit d'une politique assumée : une politique d'annexion, de colonisation, d'apartheid et de dépossession du peuple palestinien, que veut encore amplifier le funeste plan E1. Face à cela, comment imaginer que la communauté internationale se contente de déclarations de circonstance ?

D'autant que la justice internationale, elle aussi, a parlé. Le 21 novembre 2024, la Cour pénale internationale a délivré un mandat d'arrêt contre Benyamin Netanyahu, estimant qu'il existait des motifs raisonnables de le tenir pour responsable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Ce mandat doit être mis en œuvre pour mettre un terme à l'impunité !

Dans ce contexte, notre pays a une responsabilité particulière. Parce que la France est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'elle prétend défendre le droit international et les droits humains. La reconnaissance de l'État palestinien par la France, il y a tout juste un an, était une décision importante, mais depuis ?

Aujourd'hui, il faut condamner les responsables de la colonisation et du génocide, faire respecter l'interdiction d'importer les produits issus des colonies, mettre fin aux relations commerciales qui contribuent à l'entreprise de colonisation et utiliser tous les leviers diplomatiques dont dispose notre pays pour faire respecter le droit international. Il est plus qu'urgent de rendre possible la mise en œuvre effective de la solution à deux États. Nous le réaffirmons sans ambiguïté : soutenir le peuple palestinien, ce n'est pas s'en prendre au peuple israélien. C'est refuser de confondre un gouvernement d'extrême droite avec l'ensemble de son peuple, tout comme c'est refuser l'antisémitisme, qui doit être combattu partout.

C'est aussi pourquoi nous devons continuer à faire vivre la solidarité internationale. La prochaine Fête de l'Humanité, qui se tiendra les 11, 12 et 13 septembre prochains, fera résonner partout dans les allées la solidarité avec le peuple palestinien, notamment en présence de Mme Hala Abou-Hassira, ambassadrice de la Palestine en France. Avec elle, avec les militants de la paix, nous clamerons notre refus des logiques de guerre permanente et de domination.

Nous y ferons entendre une voix simple et forte : la Palestine, de Gaza à la Cisjordanie, en passant par Jérusalem-Est, ne doit pas être condamnée au silence ni réduite à néant. Nous y rappellerons que, derrière les cartes, les résolutions et les communiqués, il y a des femmes, des hommes, des enfants, des familles qui veulent simplement vivre libres, sur leur terre, en paix. Alors donnons-nous rendez-vous à la Fête de l'Humanité. Pour la Palestine, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et pour, enfin, une paix juste et durable au Proche-Orient. ●

Dans les allées de la Fête de l'Humanité, partout résonneront notre soutien avec le peuple palestinien et notre refus des logiques de guerre et de colonisation.